

**BUREAU METROPOLITAIN DU**  
**LUNDI 16 JUIN 2025**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15</b>		
<b>QUORUM : 8</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
<b>OBJET DE LA DECISION</b>		
<b>N° 25/325</b>		
<b>25CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA METROPOLE (ANTENNE TOULON/LE REVEST) ET LA COMMUNE DE TOULON - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE DIVERS MOBILIERS URBAINS DE VOIRIE - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

**ABSENTS :**

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 25/325**

**BUREAU DU 16 JUIN 2025**

**O B J E T : 25CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA  
METROPOLE (ANTENNE TOULON/LE REVEST) ET LA  
COMMUNE DE TOULON - ACCORD-CADRE A BONS DE  
COMMANDE POUR LA FOURNITURE DE DIVERS  
MOBILIERS URBAINS DE VOIRIE - AUTORISATION DE  
SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.2113-6 du Code de la Commande Publique,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la  
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au  
Bureau,

**VU** le projet de convention annexé à la présente,

**CONSIDERANT** que les mobiliers urbains de voirie sont similaires sur les territoires métropolitains et communaux de la ville de Toulon,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'avoir recours à un seul et même prestataire afin de garantir cette harmonisation, et qu'il convient dès lors de constituer un groupement de commandes,

**CONSIDERANT** que ce groupement de commandes donnera lieu à un Accord-Cadre à Bons de Commande pour la fourniture de divers mobiliers urbains de voirie en 3 lots pour une durée de 1 an reconductible 3 fois,

**CONSIDERANT** que les membres du groupement seront la Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) et la commune de Toulon,

**CONSIDERANT** que les masses minimum et maximum seront réparties comme suit :

- Lot 1 Fourniture de mobiliers urbains de voirie en métal
  - Commune de Toulon :  
Masse minimum annuelle : sans mini,  
Masse maximum annuelle : 10 000 € HT,
  - Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) :  
Masse minimum annuelle : 60 000 € HT,  
Masse maximum annuelle : 350 000 € HT,
- Lot 2 Fourniture de mobiliers urbains de voirie à mémoire de forme
  - Commune de Toulon :  
Masse minimum annuelle : sans mini,  
Masse maximum annuelle : 5 500 € HT,
  - Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) :  
Masse minimum annuelle : 7 000 € HT,  
Masse maximum annuelle : 75 000 € HT,
- Lot 3 Fourniture de mobiliers d'assises pour les espaces publics et de pièces détachées
  - Commune de Toulon :  
Masse minimum annuelle : sans mini,  
Masse maximum annuelle : 5 000 € HT,
  - Métropole TPM : (Antenne Toulon / Le Revest)  
Masse minimum annuelle : 10 000 € HT,  
Masse maximum annuelle : 100 000 € HT,

**CONSIDERANT** que le total estimatif pour la durée du marché est de 1 464 261,64€ HT, soit 1 757 113,97€ TTC sur 4 ans, réparti comme suit :

- 1 418 837,60 € HT pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,
- 45 424,04 € HT pour la commune de Toulon,

**CONSIDERANT** que le coordonnateur du groupement est la Métropole, qui aura pour mission de gérer les procédures de passation, et également la signature et la notification des marchés,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ADHERER** au groupement de commandes relatif à fourniture de divers mobiliers urbains de voirie pour la Métropole TPM.

### **ARTICLE 3**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/Le Revest) et la ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

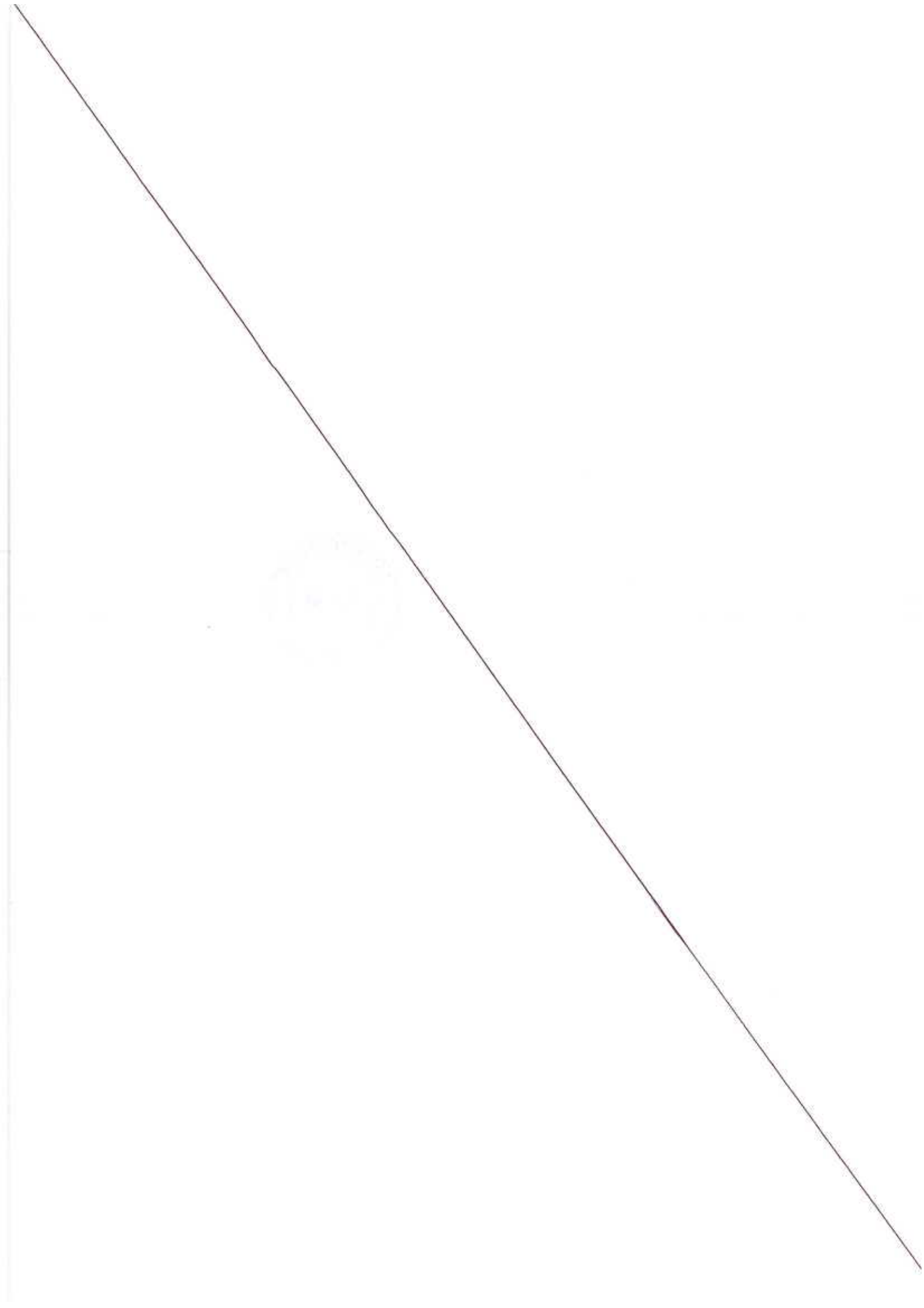
Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 12  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0





**25CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION  
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2113-6 DU CODE  
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES POUR LA  
FOURNITURE DE DIVERS MOBILIERS URBAINS DE VOIRIE  
POUR LA METROPOLE TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE (ANTENNE TOULON / LE REVEST) ET LA  
COMMUNE DE TOULON**

## SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION .....	4
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT .....	5
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT .....	5
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT .....	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT .....	6
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT .....	6
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS .....	7
8 – DUREE DU GROUPEMENT .....	7
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE .....	7
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION .....	7
11 – LITIGES .....	8



## **ENTRE LES SOUSSIGNÉS**

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n°.....en date du .....déposée à la Préfecture du Var le .....

Ci-après désignée T.P.M.

Et

La Commune de Toulon, représentée par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n° .....en date du .....déposée à la Préfecture du Var le ....., et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Ci-après désignée la Commune de Toulon

## **PREAMBULE**

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant la Fourniture de divers mobiliers urbains de voirie en 3 lots, pour une durée d'un an reconductible 3 fois pour la Commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon / Le Revest).

Le groupement est rendu nécessaire par le fait que les mobiliers urbains de voirie sont similaires pour tous les lots et permettra une harmonie sur l'ensemble du territoire Toulonnais.

Avoir recours à un seul et même prestataire permettra une meilleure réactivité, une optimisation de l'organisation dans la fabrication et la livraison des fournitures de mobiliers urbains de voirie. Ce mobilier est spécifique avec des normes techniques communales et intercommunales communes (Écusson, dimensions, qualité...).

Les besoins entre la ville et son Territoire Métropolitain étant communs, le regroupement permettra de rationaliser les commandes, réaliser des économies d'échelle.

<b>N°</b>	<b>Désignation des lots</b>
<b>1</b>	Fourniture de mobiliers urbains de voirie en métal
<b>2</b>	Fourniture de mobiliers urbains de voirie à mémoire de forme
<b>3</b>	Fourniture de mobiliers d'assises pour les espaces publics et, de pièces détachées

## **IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

### **1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-6 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexe à la présente convention.

Le groupement de commandes concerne la fourniture de divers mobiliers urbains de voirie en 3 lots pour la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de « Fourniture de divers mobiliers urbains de voirie » en 3 lots.

La consultation est passée selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° (AO ouvert) et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Ce marché sera conclu sera d'une durée d'un an reconductible 3 fois 1 an.

Les masses annuelles sont réparties entre la Commune et la Métropole TPM (Territoire de Toulon / Le Revest-les-Eaux) de la façon suivante :

#### **Lot 1**

Commune de Toulon :

Masse minimum annuelle : sans mini

Masse maximum annuelle : 10 000 € HT

- Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) :

Masse minimum annuelle : 60 000 € HT

Masse maximum annuelle : 350 000 € HT

#### **Lot 2 :**

- Commune de Toulon :

Masse minimum annuelle : sans mini

Masse maximum annuelle : 5 500 € H

- Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) :

Masse minimum annuelle : 7 000 € HT

Masse maximum annuelle : 75 000 € HT

#### **Lot 3 :**

- Commune de Toulon :

Masse minimum annuelle : sans mini

Masse maximum annuelle : 5 000 € HT

- Métropole TPM : (Antenne Toulon / Le Revest)

Masse minimum annuelle : 10 000 € HT

Masse maximum annuelle : 100 000 € HT

Pour le groupement, le montant estimatif annuel pour chacun des lots est :

Lot 1 : 267 276,96€ HT soit 320 732,35€ TTC

Lot 2 : 44 888,45€ HT soit 53 866,14€ TTC

Lot 3 : 53 900,00€ HT soit 64 680,00€ TTC

Soit un total de 366 065,41€ HT soit 439 278,49€ TTC

Le total estimatif pour la durée du marché est de 1 464 261,64€ HT, soit 1 757 113,97€ TTC sur 4 ans, réparti comme suit :

- 1 418 837,60€ HT pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
- 45 424,04€ HT pour la commune de Toulon.

## **2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT**

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

## **3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole « Toulon Provence Méditerranée ».

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

## **4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le

coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- répondre aux questions des candidats ;
- rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- informer les candidats non retenus ;
- faire paraître les avis d'attribution ;
- signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Pour chacun des lots, chaque membre exécutera l'accord-cadre concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

## **5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

## **6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

### **Signature du marché**

Le coordonnateur signera le marché au nom des membres du groupement et le transmettra au contrôle de légalité.

### **Notification du marché**

Le coordonnateur notifiera le marché au nom des membres du groupement.

### **Exécution du marché**

Chaque membre exécutera le marché pour les besoins qui le concerne.

Les membres du groupement identifieront la personne en charge de les représenter dans l'exécution de leur marché.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, exécution des prestations, gestion des livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, modification de contrat...).

## **7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS**

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge de la Métropole.

## **8 – DUREE DU GROUPEMENT**

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Pour chacun des lots, le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre concerné.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non-reconduction du marché concerné entraîne la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation du marché ne peut intervenir que si toutes les parties en sont d'accord.

De même, un accord de toutes les parties est nécessaire pour décider de la non-reconduction du marché.

## **9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE**

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives concernant le marché.

## **10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION**

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

#### **11 – LITIGES**

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le .....

Pour la Commune de Toulon,  L'Adjoint au Maire,  Robert CAVANNA	Pour la Métropole TPM  Le Président  Jean-Pierre GIRAN
---	--